

Entretien d'Europe  
n°85  
14 septembre 2015

# La COP 21 et l'agenda des solutions : Enjeux et perspectives

Entretien avec Nicolas Hulot, envoyé spécial de la République française pour la protection de la planète

## **Vous avez été nommé « Envoyé spécial de la République française pour la protection de la planète » ? Quel est le sens de votre mission ?**

Dans ma mission, j'ai entrepris de mobiliser au-delà des responsables politiques, dans toutes les sphères, pour qu'il y ait une mobilisation politique qui transcende les clivages. L'environnement est un enjeu qui vaut pour chacun d'entre nous, pour tous les continents, pour toutes les cultures, pour toutes les nations et pour tous les citoyens. J'ai aussi mobilisé les autorités religieuses et spirituelles, parce qu'au-delà d'agréger des outils technologiques, juridiques, institutionnels, il s'agira de comprendre la façon dont nous sommes parvenus à la profonde crise anthropologique que nous traversons. Il y a une nécessité de remettre dans le bon ordre les fins et les moyens, et de décider de ce qui est prioritaire, de ce qui participe au progrès. Cela peut paraître hors sol, compte tenu de l'urgence, mais c'est fondamental et c'est dans cet esprit que j'ai organisé par exemple à Paris un sommet des consciences sur ce sujet.

Si certains continuent à penser que l'environnement est un sujet optionnel, que la crise climatique est un sujet facultatif, ou à défaut d'être facultatif que ce n'est pas un sujet qui conditionne tous les enjeux de solidarité auxquels nous sommes attachés, alors nous ne serons pas à la hauteur de la situation. Il est important de préciser que nous ne sommes plus dans une « *préoccupation environnementale* », qui donnerait le sentiment que cela ne nous concerne pas directement. Je pense qu'à travers les enjeux environnementaux nous touchons du doigt la pierre angulaire de la dignité humaine et de la justice sociale.

## **Quelle est la différence entre la Conférence de Paris en décembre prochain et celle de Copenhague de 2009 ? Que pouvons-nous espérer à Paris que nous avons manqué à Copenhague ?**

La conférence de Paris<sup>[1]</sup> nous inspire beaucoup d'espoirs et beaucoup de craintes. Nous ne voulons pas reproduire le scénario de Copenhague en 2009. Il y a au moins une chose qui a changé depuis 2009. A l'époque, nous étions convaincus que cela n'était qu'une simple formalité, que l'humanité allait spontanément interrompre un processus qu'elle avait elle-même initié et qui nous mettait en péril. En réalité les choses sont beaucoup plus complexes, dès lors qu'il faut combiner deux échelles de temps, le court terme et le long terme, dès lors que vous avez 196 pays qui affichent une détermination et une volonté positives, mais qui émettent chacun des arguments qui, pris isolément, sont totalement recevables pour vous expliquer combien leur responsabilité est moins engagée, qu'historiquement leur contribution à ce phénomène est plus importante que leur voisin, que leur situation à l'instant présent les contraint à ajourner un peu plus leur effort pour lutter contre les changements climatiques. Quand j'écoute les 196 pays, je ressors à chaque fois de ces concertations avec la conviction qu'ils ont raison, mais que collectivement, nous sommes dans une démarche de suicide politique, et que bientôt si nous continuons à appréhender cet enjeu par le prisme de nos intérêts nationaux alors qu'il faudrait les appréhender par le prisme d'un état d'esprit universel en comprenant que nous serons tous gagnants ou tous perdants, nous serons assis un jour à la table des conséquences. Mais ce jour-là, il sera trop tard. La fenêtre d'opportunité sera drastiquement réduite.

1. La Conférence de Paris ou COP21 se tiendra du 30 novembre au 11 décembre <http://www.cop21.gouv.fr/fr>

## 2

Il y a un élément qui a changé par rapport à l'époque de Copenhague : nous sommes moins démunis pour commencer à dessiner ce à quoi pourrait ressembler le modèle énergétique de demain. Parce que l'histoire a montré que, quand la contrainte est imparable, l'impossible est parfois probable. Jusqu'à présent la contrainte climatique n'avait pas été sérieusement actée. Maintenant que plus personne ne la conteste, et c'est là le propre du génie humain, la contrainte n'est plus l'ennemi de la créativité mais elle en est la condition. Je voudrais simplement vous livrer une conviction : dans mes déplacements, que je fais dans des petits et moyens pays, et parfois dans des régions et dans des territoires, je vois des choses extraordinaires qui sont en train de se développer dans le domaine de l'efficacité énergétique, de l'économie circulaire et des énergies renouvelables. Je vois la rapidité avec laquelle ces choses-là sont en train d'évoluer. Je suis convaincu que la communauté internationale peut répondre au besoin énergétique de la planète, - principalement, à défaut d'employer le mot exclusivement-grâce à la combinaison de toutes les énergies renouvelables associées à l'efficacité énergétique.

**Quels sont, selon vous, les enjeux principaux auxquels nous faisons face?**

L'enjeu climatique est un enjeu de justice mais, à l'inverse, les conséquences de l'enjeu climatique - si à l'avenir celui-ci nous échappe- sont probablement l'ultime injustice dans un monde qui n'en a pas besoin. Ce qui m'effraie le plus, ce sont les conséquences sur l'état des relations du monde. Je ne suis pas simplement dans une situation d'inquiétude, mais également dans une situation d'espoir, j'évoque ce point dans le cas où la conférence de Paris basculerait vers une forme de résignation ou d'ambitions au rabais. En effet, dans ce monde du XXIème siècle, où les clivages ne sont pas forcément ceux que nous avons prévus au siècle précédent, où les fossés d'incompréhension, de tensions, pour employer des mots modérés, sont beaucoup plus lourds et beaucoup plus profonds qu'on ne l'imaginait, la crise climatique, qui elle-même englobe d'autres crises (celle des ressources naturelles, de la désertification,

de la déforestation, de l'accès aux ressources vitales, et notamment à l'eau), est l'ultime injustice parce qu'elle frappe prioritairement - et c'est bien d'en avoir conscience - des hommes, des femmes et des enfants qui subissent les conséquences d'un mode de développement dont ils n'ont pas toujours profité. J'insiste parce que nous n'avons pas besoin de ce potentiel d'injustices ou d'inégalités supplémentaires, et que c'est la raison prioritaire pour laquelle nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer à Paris. Il n'y a pas d'alternatives.

**Pensez-vous que nous avons les moyens de relever les défis des négociations à Paris ? Plus généralement, pensez-vous que nous sommes capables de faire face à tous ces défis climatiques ?**

Paris nous dira si l'on doit déplorer que l'homme soit le maître de son propre sort ou si, au contraire, on peut s'en réjouir. Je m'en réjouis parce que, tant que nous avons les cartes en main, cela veut dire que tous les champs des possibles sont ouverts. Mais nous n'aurons pas longtemps les cartes en main, parce qu'il y a un moment où notre science, notre technologie, le génie humain sera dépassé par l'accélération des phénomènes, et c'est pour cela que ces dernières années, qui auraient dû être utiles, ont été finalement assez futiles. Certes elles ont permis à la prise de conscience d'émerger, et c'est probablement une chose qu'il faut acter dans la perspective de Paris : il y a un verrou qui n'opère plus, ou en tout cas de façon très résiduelle et nous n'y portons plus guère attention, celui du scepticisme. Personne ne conteste la responsabilité des activités humaines dans l'accélération du phénomène d'effet de serre, et donc du dérèglement climatique. C'est une bonne chose.

Il existait un deuxième verrou -qui jusqu'à présent faisait que nous étions « *d'étranges créatures* », comme le disait Bossuet, « *qui s'infligent les effets mais qui continuent à adorer les causes* »- : l'absence de solutions face à un problème que nous avons constaté et qui nous laissait un peu démunis parce que ce qui a été la solution pendant

150 ans pour une partie de l'humanité devient brutalement le problème. Je pense notamment à l'utilisation massive des énergies fossiles. Dans le dernier rapport du GIEC, les experts nous disent ni plus ni moins qu'il faut renoncer à exploiter 70% des réserves d'énergies fossiles qui sont facilement accessibles sous nos pieds, si nous voulons avoir une chance de rester sous la ligne des deux degrés. Et c'est là qu'on entre dans le dur. C'est là qu'en général mes interlocuteurs ne m'écoutent plus, simplement parce qu'il s'agit d'une remise en cause profonde, et même d'une remise en cause culturelle, parce qu'il s'agit de demander aux hommes de renoncer spontanément à une ressource précieuse – l'or noir – d'une manière volontaire. Nous n'avons pas été éduqués au fil des décennies à renoncer volontairement et spontanément à exploiter des gisements aussi importants. Et pourtant, nous n'aurons pas d'autre solution, en tout cas en l'état actuel de nos technologies, compétences et économies. Telle est l'équation à Paris. C'est d'ailleurs le paradoxe de notre époque, pas simplement en Europe : alors que nous devrions nous ouvrir – à l'inédit en termes de technologies, de systèmes-, et oser un peu, nous sommes en réalité très conservateurs. C'est le problème des périodes de crise : en période de crise, nous sommes très frileux.

**Vous dites que la différence entre Paris et Copenhague réside en la possibilité d'envisager des solutions. Quelles sont-elles ?**

Par la contrainte climatique, nous serons obligés de doper le développement des énergies renouvelables, comme certains sont en train de le faire. Il faut regarder la rapidité avec laquelle la Chine est en train de développer sa capacité de production d'énergies renouvelables : en 2012, ils ont déjà dépassé les objectifs qu'ils s'étaient fixés pour 2020. J'ai visité un certain nombre de centres de recherche, j'ai vu qu'en l'espace de 10 ans le coût des énergies renouvelables et notamment le coût des énergies solaires a été divisé par 2, alors que l'efficacité énergétique entre l'énergie captée et l'énergie restituée n'a pas cessé de grimper (c'est moins

probant sur l'éolien néanmoins la même tendance s'observe sur cette énergie). Dans beaucoup de pays, et pas simplement dans des pays lointains, en Italie par exemple, les énergies renouvelables et notamment les énergies solaires deviennent ce que l'on appelle « à parité réseau ».[2] Projétons-nous dans 20 ans. Imaginons que chaque pays soit capable de produire son énergie à l'intérieur de ses frontières à partir de sources d'énergies qui, virtuellement, sont gratuites, puisque le vent, le soleil, le gradient thermique des océans sont librement accessibles. Evidemment il faut payer les turbines ou les machines pour capter cette énergie, mais mesurez les conséquences géopolitiques d'une telle évolution du modèle énergétique si chaque pays produit sa propre énergie à l'intérieur de ses frontières. Simplement à l'aune des dernières décennies, aux origines de tous les conflits se trouvaient, de façon avouée ou dissimulée, des problèmes liés à l'approvisionnement des énergies fossiles, au premier rang desquelles le pétrole. Si, à cause des changements climatiques, nous sommes obligés d'accélérer cette mutation, nous allons rétablir l'équité du monde. Parce que dès lors que chaque pays sera capable de produire sa propre énergie à partir d'une énergie bon marché, les rapports de force que nous connaissons seront bouleversés, ces rapports de force qui nous obligent parfois à baisser les yeux sur un certain nombre de valeurs lorsque nos intérêts énergétiques sont menacés. Je pense aussi que nous pouvons aborder la contrainte climatique comme une opportunité, mais il faudra probablement, et cela fait partie aussi des solutions, avoir un autre état d'esprit avec un mode de développement qui sera basé davantage sur la coopération que sur la compétition, une économie qui partage plutôt qu'elle ne concentre, avec la possibilité de donner accès aux technologies propres aux pays qui n'en ont pas les moyens.

**Quelles sont les conditions préalables à réunir pour réussir à Paris ?**

Il y a un certain nombre de sujets qu'il faut traiter bien avant la Conférence. Si on va au rythme de la diplomatie, des négociations traditionnelles à la

2. Concept selon lequel les énergies renouvelables électriques pourraient se passer de subventions dès lors que leur prix s'abaisse au-dessous de celui du marché de détail de l'électricité.

## 4

Conférence, très sincèrement je ne vois pas, et ce n'est pas parce que c'est la France qui est le pays hôte, comment nous serons en meilleure capacité qu'à Copenhague pour apaiser les tensions et sortir des postures des différentes parties.

La première chose, c'est qu'il faut rétablir la confiance avec les pays du sud et les pays les plus vulnérables. Chaque année, ce sont en moyenne 20 millions de personnes qui sont contraintes de se déplacer à cause des conséquences des changements climatiques. Selon les projections des Nations Unies, si nous laissons les phénomènes climatiques se développer, les réfugiés climatiques se compteront en centaines de millions de personnes. Je ne dis pas cela pour effrayer, mais pour prendre la mesure des choses, pour rappeler que, selon la Convention des Nations Unies à la Désertification, la désertification en Afrique accélérée par les changements climatiques aura amené, aux portes de l'Europe entre 2000 et 2020, 60 millions de personnes. Le préalable à la Conférence de Paris, c'est que nous devons rétablir la confiance avec ces pays les plus vulnérables, dans notre volonté, notre sincérité et, j'y ajouterai une troisième dimension, notre capacité à honorer nos promesses d'aide, de soutien et de financement. Le préalable du succès de la Conférence de Paris, ce sont les instruments financiers. Si nous ne sortons pas d'une orthodoxie financière -mais cela vaudra également pour d'autres domaines-, nous n'aurons aucune chance de rétablir cette confiance, parce que ce n'est pas dans les budgets existants des Etats dits « riches » que nous réaliserons ces promesses, notamment celle d'amender le fonds vert ou l'aide à l'adaptation à hauteur de 100 milliards \$ à l'horizon de 2020. Le financement est un sujet essentiel que l'on essaie parfois de mettre de côté, mais ce n'est pas dans les budgets existants que nous pourrions trouver les sources de financements innovants. L'évaluation, la promotion et l'adoption d'un certain nombre de mécanismes novateurs sont indispensables pour rétablir la confiance.

La deuxième chose, c'est que la crédibilité de l'accord de Paris se fera sur la mise en place des moyens de réaliser les objectifs nationaux. Evidemment,

l'accord sera crédible si la somme des engagements nationaux (INDC) nous met sur une trajectoire de 2 degrés, mais il faut définir la façon de réaliser ces objectifs. Le deuxième préalable, c'est que certains Etats prennent des mesures concrètes, et je pense notamment aux Etats qui vont se retrouver au sommet du G20, qui représentent, à eux seuls, 70% des émissions de gaz à effet de serre, et vers lesquels les autres Etats se tournent légitimement, attendant qu'ils prennent un certain nombre d'initiatives, quelle que soit l'issue de la Conférence de Paris. Il faut fixer un prix au carbone, sans quoi nous serons dans l'imposture quant à notre volonté de passer dans une économie post-carbone. Ce sujet est éminemment central et doit focaliser toute notre attention.

#### **Quel est le rôle de l'Union européenne ? Qu'attendez-vous de Bruxelles ?**

L'Union européenne a été parmi les premiers à poser sa contribution – sans faire de mauvais jeux de mots – dans un climat européen qui était peut-être plus difficile qu'il ne l'a été au moment du « paquet climat-énergie » en 2001. Cette contribution donne à l'Europe une crédibilité pour, non pas faire la leçon à qui que ce soit, mais simplement pour essayer de mobiliser, de convaincre et de rassembler. L'Union européenne a évidemment un réseau, une influence qui est très complémentaire, y compris de celle de la France. Nous avons besoin d'utiliser la capacité de l'Union européenne, son réseau diplomatique et toutes les occasions qui lui sont données pour apaiser les positions et pour faire valoir les arguments, et notamment les arguments en faveur de l'agenda des solutions. L'Union européenne a pour rôle de montrer que nous ne sommes pas dans une impasse, qu'il existe un modèle énergétique, avec des outils et des instruments qu'il faut adopter ou adapter, et que nous pouvons rentrer dans cette société post-carbone mais que, pour ce faire, il y a un certain nombre de conditions. L'Union européenne doit donc permettre d'unir nos voix sur ces conditions, ces préalables, ces instruments, mais elle a également un rôle important de mobilisation de la société civile. C'est un vrai souci : je ne suis pas certain

que pour l'instant la société civile européenne soit spontanément mobilisée et ait intégré que la COP21 est un moment crucial et déterminant. Nos concitoyens ont des préoccupations parfois beaucoup plus palpables, plus concrètes, et c'est la difficulté en Europe : nous évoquons une menace qui est parfois invisible, qui semble lointaine dans le temps et dans l'espace alors qu'elle est déjà à l'œuvre et que nous avons une modélisation parfaite sur les scénarios du futur si nous laissons les phénomènes nous échapper. Nous avons besoin que l'Europe réaffirme une ambition, une vision, qu'elle travaille sur les instruments de prix du carbone, qu'elle travaille sur les financements innovants et nous aide à en faire l'évaluation et la promotion.

**Au vu du cadre international actuellement très tendu, notamment avec la crise ukrainienne, comment assurer un engagement fort de la Russie ?**

J'ai été en Russie et j'ai rencontré le conseiller spécial de Vladimir Poutine sur les changements climatiques. Nous avons eu une discussion très ferme. Huit jours après, la première contribution russe était envoyée, alors même que le calendrier donne un peu plus de souplesse puisqu'il est possible de remettre les contributions nationales (INDC) jusqu'au mois d'octobre. Il est très significatif que la Russie soit dans le processus avec son propre engagement. J'ai pu d'ailleurs constater que les Russes ont une lecture très différente de celle d'il y a quelques années. En effet, ils subissent eux-mêmes des événements climatiques : feux de tourbière aux portes de Moscou, périodes de sécheresse inhabituelles qui ont beaucoup affecté les rendements agricoles. Ils rencontrent des épiphénomènes qui les surprennent dans les territoires sibériens avec l'apparition de cratères géants et des émanations de méthane probablement dans le permafrost, parce que la réapparition des températures positives provoque le dégel d'un certain nombre de matériaux en décomposition. La chose la plus intelligente que j'ai entendue en Russie est la suivante: « *quand bien même*

*ne serions-nous pas affectés directement par les changements climatiques, pouvons-nous penser un seul instant être le seul endroit du monde qui serait tranquille alors que le reste du monde serait perturbé par les changements climatiques ?* ». C'est une vue de l'esprit, que j'ai été heureux d'entendre en Russie. Il y a une évolution des mentalités. Les obstacles ne viendront pas forcément d'eux : ils nous ont proposé d'ailleurs dans le cadre de la réunion du groupe des BRIC de faire preuve de bonne volonté et d'inciter les autres pays à en faire de même. Nous avons donc reçu de la part de nos interlocuteurs russes plutôt un succès diplomatique que le contraire.

**Le lien entre système climatique et système océanique n'est plus à prouver, que ce soit dans la communauté scientifique ou parmi les décideurs, comme l'a montré l'appel de Paris sur la haute mer en janvier. Que peut-on attendre concrètement en termes d'objectifs pour l'environnement marin de la Conférence de Paris?**

C'est une vraie difficulté. Cet enjeu océanique, comme l'enjeu de la convention de Ramsar sur les zones humides ou celui de la convention sur la désertification, est intimement lié à l'enjeu climatique. Dans le processus onusien tel qu'il existe pour l'instant, les choses ne sont pas liées. Lors de la Conférence de Durban (qui a préparé celle de Paris), ce lien n'a pas été fait de manière institutionnelle ou juridique. Cela n'empêchera pas, à Paris et avant Paris, que nous fassions ce lien. Je suis très attaché à réunir tous ces sujets, parce que si je connais peut-être un peu moins bien celui-là, je connais très bien ceux de la désertification, de la déforestation et des zones humides. Je veux simplement donner un exemple pour montrer combien nous aurions tort d'avoir ces approches verticales. Sur la désertification, nous risquons d'avoir, d'ici 2050, 9,5 milliards de citoyens sur la Terre. Pour nourrir toute cette population, il faudrait que nous ayons 500 millions d'hectares supplémentaires de terres cultivables. Actuellement, il y a 4 milliards d'hectares de terres

qui ont été dégradés, notamment de terres agricoles. Le coût à l'hectare pour réhabiliter ces sols, pour les utiliser, pour produire de l'alimentation, mais également pour stocker des tonnes de CO<sub>2</sub>, revient entre 20 et 30\$ l'hectare. C'est exactement le prix de la contribution climat en France, qui est le plafond le plus bas de la taxe carbone. Il est donc important d'inciter par le prix du carbone nos entreprises et nos industries à réduire leurs émissions, mais dans

le même temps de penser que l'écosystème marin, l'écosystème forestier, les zones humides ou les terres agricoles peuvent largement contribuer à rester sur la trajectoire des 2 degrés.

Propos recueillis par Charles de Marcilly lors d'une conférence organisée à Bruxelles à la Représentation Permanente de la France auprès de l'UE le 13 mai 2015.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.